

# Au Gabon, les perceptions des élections s'obscurcissent suite à l'affaire de 2016

Dépêche No. 236 d'Afrobaromètre | Thomas Isbell et Sadhiska Bhoojedhur

## Résumé

Les élections sont le pilier central des régimes démocratiques; pourtant beaucoup d'élections en Afrique ont été entachées par des campagnes électorales discriminatoires, des scrutins truqués, ou des modifications des limites de mandats pour permettre aux candidats sortants de conserver le pouvoir (Bratton, 1998; Levitsky & Way, 2002; Lindberg, 2006; Collier & Vicente, 2012).

Au Gabon, des violences sont intervenues après que le Président Ali Bongo ait été accusé de fraude électorale à sa réélection en 2016 par une victoire étroite (Hoije & Batassi, 2018). Des élections législatives étaient prévues et ont été repoussées à maintes reprises jusqu'en avril 2018 où la cour constitutionnelle a dissout le Parlement et exigé la démission du gouvernement (Reuters, 2016; Muisyo, 2017; Agence France-Presse, 2018). Quand bien même des élections sont prévues pour octobre 2018, les amendements constitutionnels de janvier 2018 ont renforcé les pouvoirs du président, et beaucoup craignent que le « coup de force constitutionnel » de Bongo soit le lit de l'avènement d'une nouvelle dynastie au pouvoir en Afrique (Kiwuwa, 2018).

Au vu de leurs expériences récentes avec les élections, comment les Gabonais ordinaires perçoivent-ils le processus électoral dans leur pays? Elaboré sur la base de données d'enquête d'Afrobaromètre datant de 2017, cette dépêche observe que le soutien au choix des dirigeants par la voie des urnes a régressé depuis 2015. Une grande majorité des Gabonais considèrent leur toute dernière élection nationale loin d'avoir été libre et transparente, et beaucoup pensent que l'on devrait faire attention à son vote. La plupart affirme que la performance du gouvernement en ce qui concerne le contrôle des violences politiques en période électorale est médiocre, et dans une perspective d'avenir, moins d'un tiers des Gabonais pensent que des améliorations du processus électoral sont probables.

## Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherches panafricain et indépendant qui conduit des enquêtes sur les attitudes du public envers la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes dans les pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits dans 37 pays entre 1999 et 2015, et les enquêtes au titre du Round 7 se déroulent en 2018. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs nationaux.

L'équipe d'Afrobaromètre au Gabon, conduite par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGP), s'est entretenue avec 1.200 citoyens adultes en novembre 2017. Un échantillon de cette taille produit des résultats d'ordre national avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment conduites au Gabon en 2015.

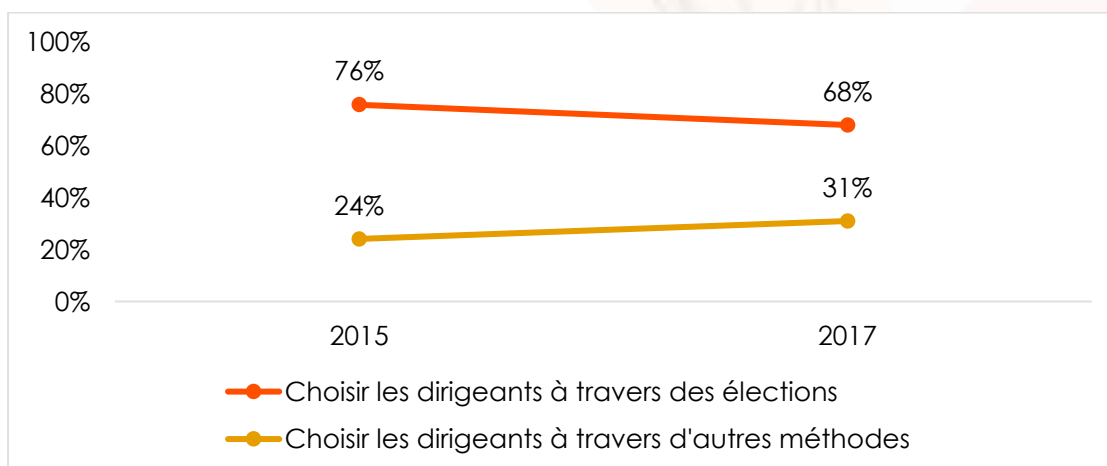
## Résultats clés

- Environ deux-tiers (68%) des Gabonais soutiennent les élections régulières, libres, et transparentes comme meilleur mécanisme de choix des dirigeants, une chute de 8 points de pourcentage depuis 2015.
- Moins d'un Gabonais sur cinq (18%) considèrent l'élection nationale de 2016 « entièrement libre et transparente » ou « libre et transparente avec des problèmes mineurs » – la moitié de la proportion qui ont considéré les élections législatives de 2011 transparentes.
- Seul environ un Gabonais sur six (16%) affirment faire confiance à la commission électorale nationale « quelque peu » ou « beaucoup », un déclin de 9 points de pourcentage depuis 2015.
- La plupart des Gabonais pensent que les gens doivent faire attention à leur vote durant les élections (85%), à ce qu'ils disent en politique (86%), et aux organismes politiques auxquels ils s'affilient (82%).
- Quatre Gabonais sur 10 (42%) affirment craindre des actes d'intimidation et de violences électorales, et la plupart (85%) affirment que la performance du gouvernement est médiocre en ce qui concerne la prévention de ce genre de violence.
- La majorité des Gabonais pensent que les réformes électorales proposées après la crise postélectorale de 2016 sont peu susceptibles d'être mises en application.

## Déclin du soutien aux élections

Quand bien même plus de deux-tiers (68%) des Gabonais soutiennent le choix de leurs dirigeants par des élections régulières, libres, et transparentes, cela représente une baisse de 8 points depuis 2015. Presqu'un tiers (31%) des répondants sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que le pays devrait choisir autrement ses dirigeants (Figure 1).

**Figure 1: Soutien aux élections | Gabon | 2015-2017**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

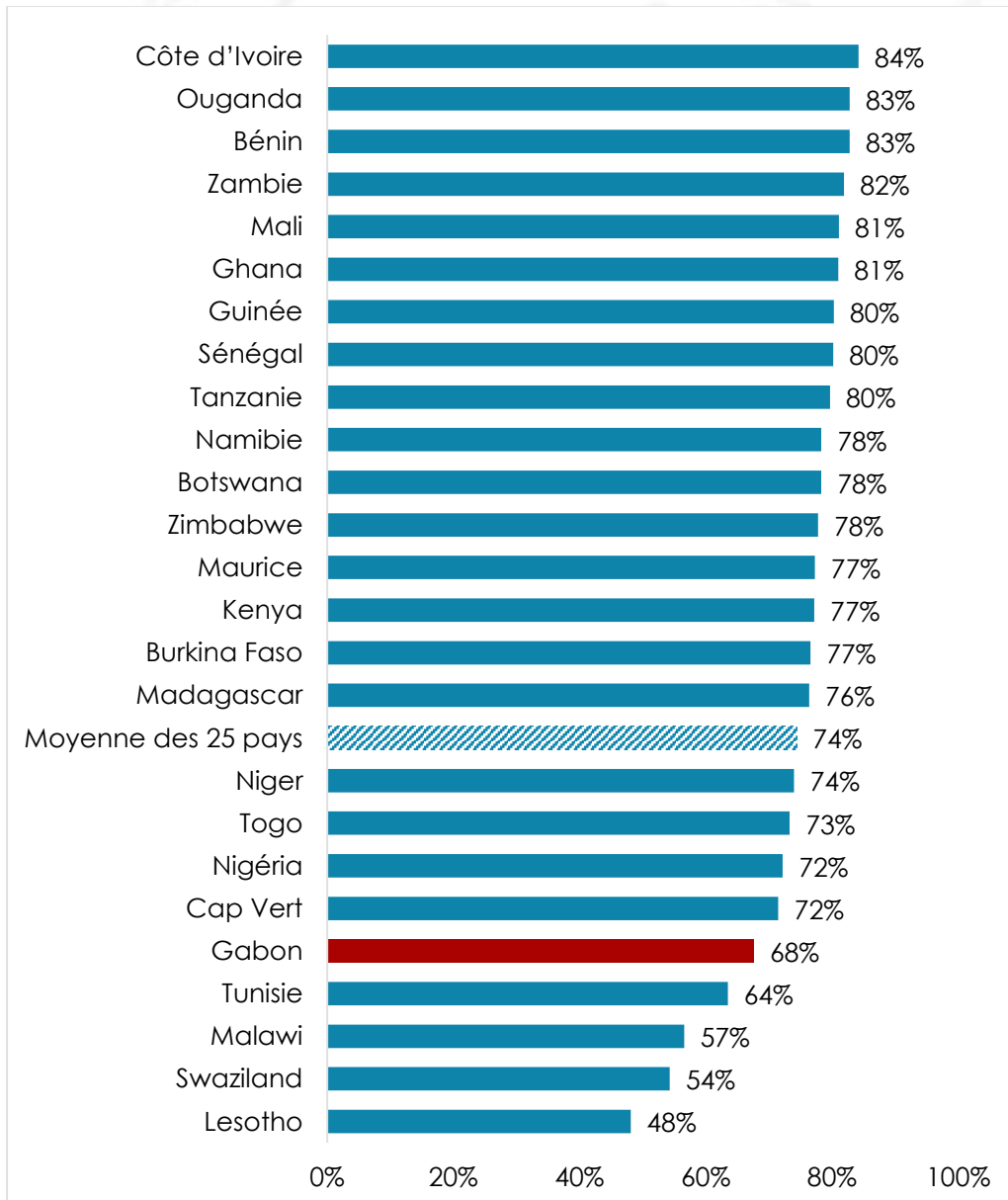
Affirmation 1: Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes.

Affirmation 2: Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Parmi les 25 pays africains enquêtés en 2016/2018, le Gabon se classe 21ème dans son soutien aux élections (Figure 2).

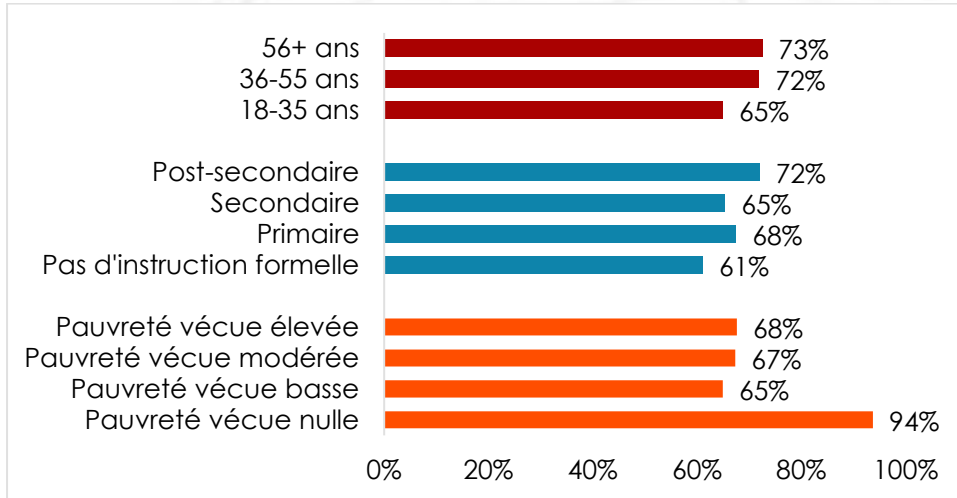
**Figure 2: Soutien aux élections | 25 pays Africains | 2016/2018**



(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que les dirigeants devraient être choisis à travers des élections régulières, libres, et transparentes)

Le soutien aux élections est légèrement plus faible parmi les Gabonais les plus jeunes: 65% seulement des 18-35 ans affirment que les élections sont le meilleur moyen de choisir les dirigeants, contre 72%-73% parmi leurs aînés. Le soutien aux élections s'accroît avec le niveau d'instruction, de 61% chez ceux qui n'ont pas reçu d'instruction formelle à 72% chez ceux qui ont un niveau d'instruction post-secondaire. Les Gabonais pauvres soutiennent moins les élections que les citoyens plus riches (68% des répondants affichant un niveau élevé de pauvreté vécue contre 94% de ceux qui affichent un niveau nul de pauvreté vécue) (Figure 3).

**Figure 3: Soutien aux élections** | par groupe socio-démographique | Gabon | 2017

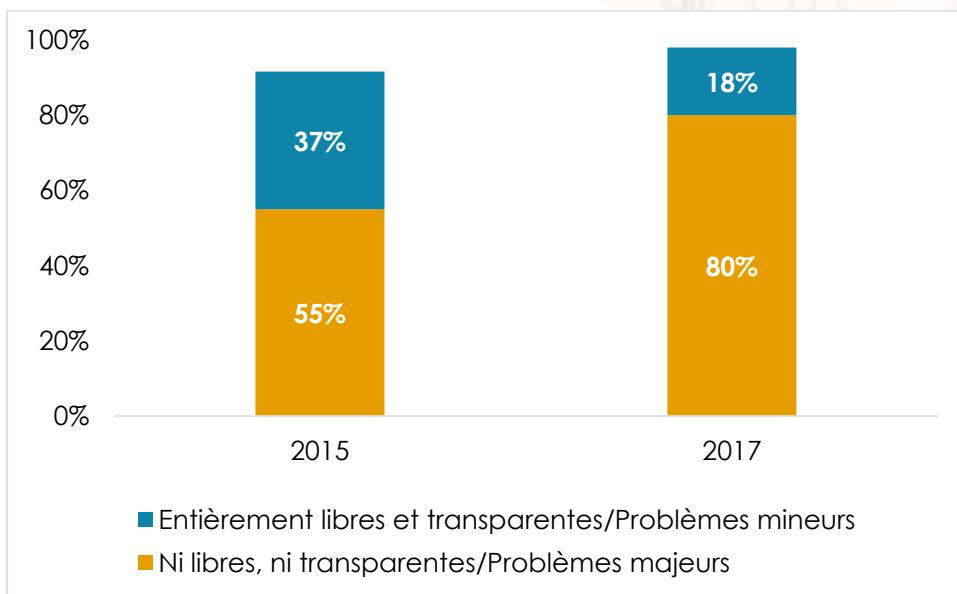


(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que les dirigeants devraient être choisis à travers des élections régulières, libres, et transparentes)

### Qualité peu crédible des élections

La confiance des citoyens aux élections, déjà faible en 2015, semble avoir été davantage entamée par les joutes électorales de 2016 au Gabon. Moins d'un répondant sur cinq (18%) affirment que l'élection de 2016 était « totalement libre et transparente » ou « libre et transparente avec des problèmes mineurs » - la moitié de la proportion qui a considéré les élections législatives de 2011 libre et transparente durant l'enquête de 2015 (37%). Proportionnellement, la part des répondants qui considère que l'élection de 2016 n'était « pas libre et transparente » ou était « libres et transparentes avec des problèmes majeurs » s'est accrue de 25 points de pourcentage (Figure 4).

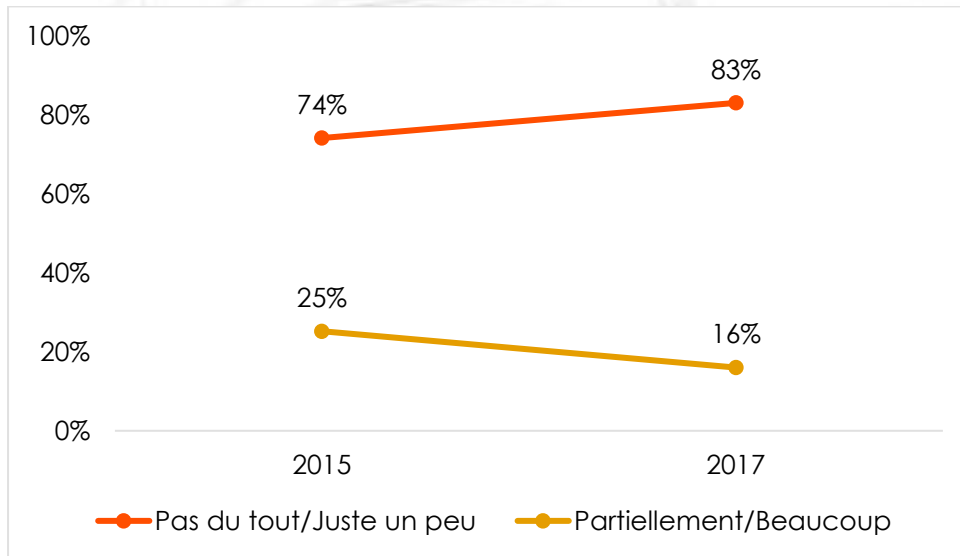
**Figure 4: Liberté et transparence des dernières élections nationales** | Gabon | 2015-2017



**Question posée aux répondants:** Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections de [20xx] étaient-elles libres et transparentes?

De même, la confiance des Gabonais envers l'organe en charge d'organiser des élections libres et transparentes est sur le déclin. Un sur six répondants (16%) seulement affirment faire confiance à la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente « quelque peu » ou « beaucoup, » marquant une chute de 9 points de pourcentage depuis 2015 (Figure 5).

**Figure 5: Confiance en la commission électorale | Gabon | 2015-2017**

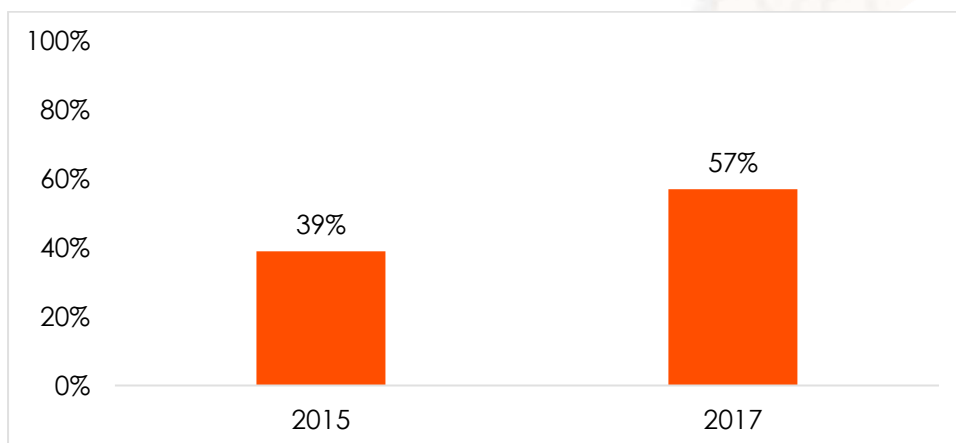


**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente?

### Participation au processus électoral

La baisse de leur confiance en la qualité de leurs élections ne semble pas avoir touché la participation des citoyens au processus électoral. La majorité (57%) des répondants affirment avoir voté à l'élection de 2016, marquant une augmentation substantielle par rapport aux 39% qui ont affirmé en 2015 avoir voté aux élections de 2011 (Figure 6). (Il convient de noter que les élections de 2011 étaient des élections législatives, pas présidentielles.)

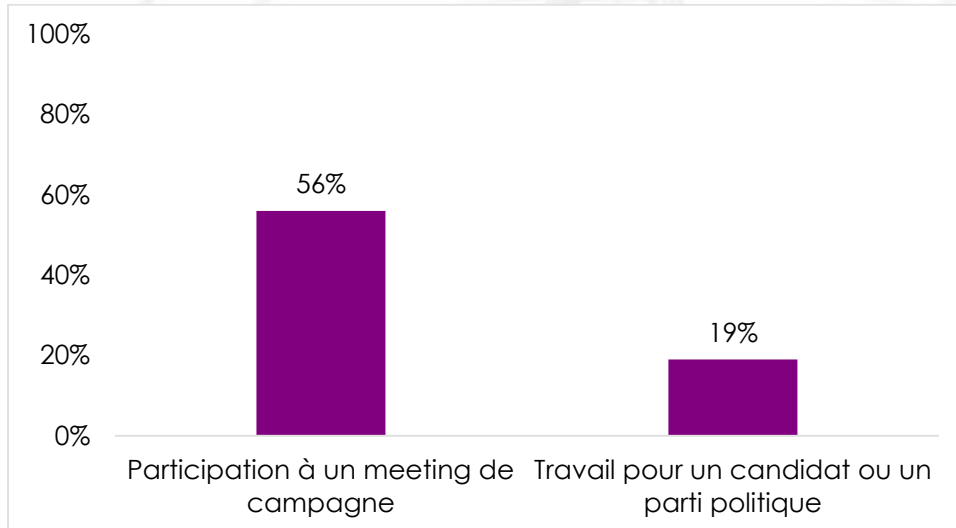
**Figure 6: Vote (auto-déclaré) à la toute dernière élection nationale | Gabon | 2015-2017**



**Question posée aux répondants:** Sachant que certaines personnes n'ont pas pu voter aux toutes dernières élections de [20xx], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous? (% qui ont déclaré avoir voté)

En effet, plus de la moitié (56%) des répondants affirment avoir assisté à un meeting de campagne préalablement à l'élection de 2016, tandis que 19% affirment avoir travaillé pour un candidat ou un parti (Figure 7).

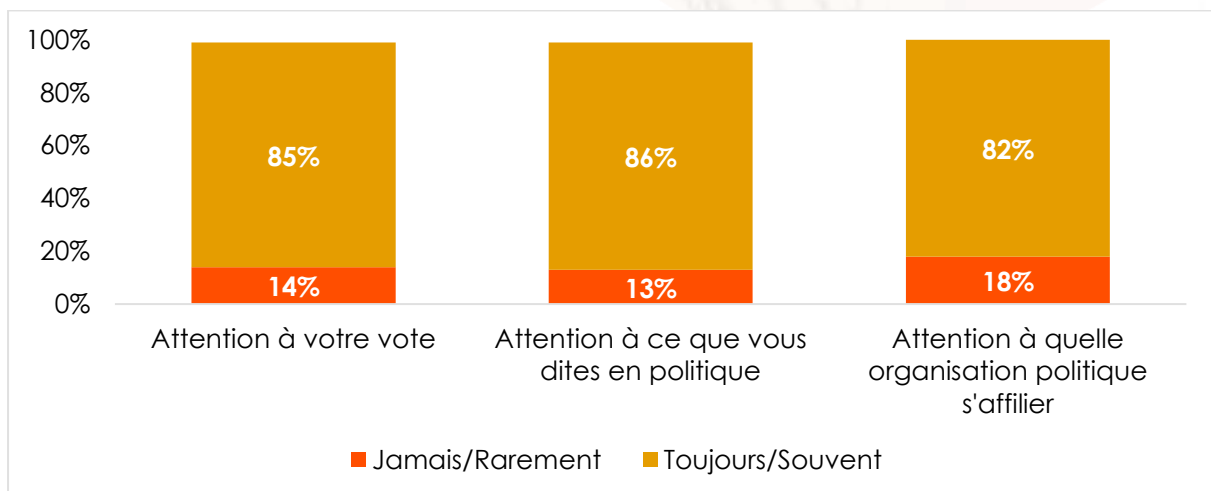
**Figure 7: Participation à la campagne électorale de 2016 | Gabon | 2017**



**Question posée aux répondants:** Pour le compte des élections de 2016, avez-vous: Participé à un meeting de campagne? Travaillé pour un candidat ou un parti politique? (% qui répondent « oui »)

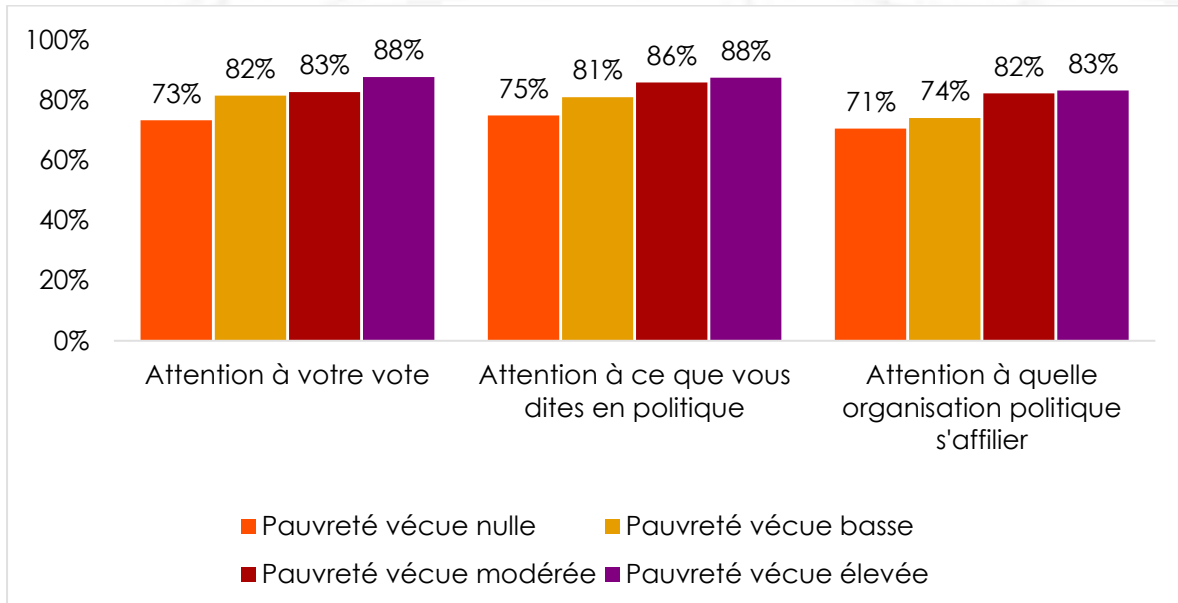
Mais une écrasante majorité des Gabonais affirme que les gens doivent « souvent » ou « toujours » faire attention à leur vote à une élection (85%), à ce qu'ils disent en politique (86%), et aux organismes politiques auxquels ils s'affilient (82%) (Figure 8). La précaution par rapport aux activités politiques est particulièrement commune parmi les répondants les plus pauvres (Figure 9). Par exemple, 88% de ceux qui affichent un niveau élevé de pauvreté vécue affirment que les gens doivent souvent/toujours faire attention à leur vote, contre 73% des répondants les plus riches.

**Figure 8: Prudence quant aux activités politiques | Gabon | 2017**



**Question posée aux répondants:** Selon vous, à quelle fréquence dans ce pays, est-ce que: Les populations doivent-elles faire attention à leur vote pendant les élections? Les populations doivent-elles faire attention quand elles parlent de politique? Les populations doivent-elles faire attention aux organisations politiques auxquelles elles s'affilient?

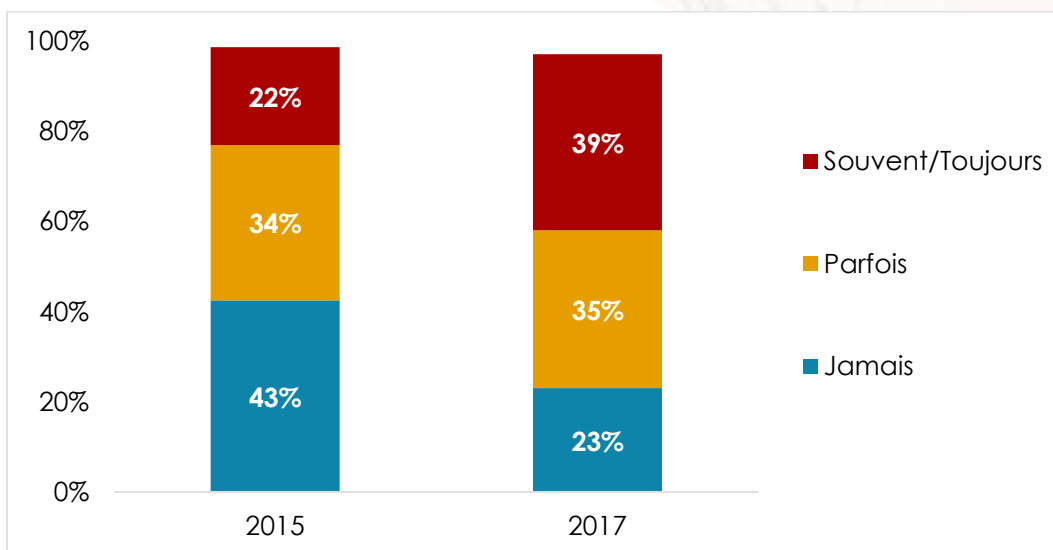
**Figure 9: Prudence quant aux activités politiques** | par niveaux de pauvreté vécue  
 | Gabon | 2017



**Question posée aux répondants:** Selon vous, à quelle fréquence dans ce pays, est-ce que: Les populations doivent-elles faire attention à leur vote pendant les élections? Les populations doivent-elles faire attention quand elles parlent de politique? Les populations doivent-elles faire attention aux organisations politiques auxquelles elles s'affilient? (% qui répondent « souvent » ou « toujours »)

En plus de devoir faire attention par rapport aux activités politiques, une proportion croissante de Gabonais affirme que l'opposition est empêchée de concourir aux fonctions électives. Quatre sur 10 répondants (39%) affirment que cela arrive « souvent » ou « toujours, » un accroissement de 17 points de pourcentage depuis 2015, et 35% affirment que cela s'observe « parfois » (Figure 10).

**Figure 10: Opposition empêchée de se présenter aux élections nationales** | Gabon  
 | 2015-2017

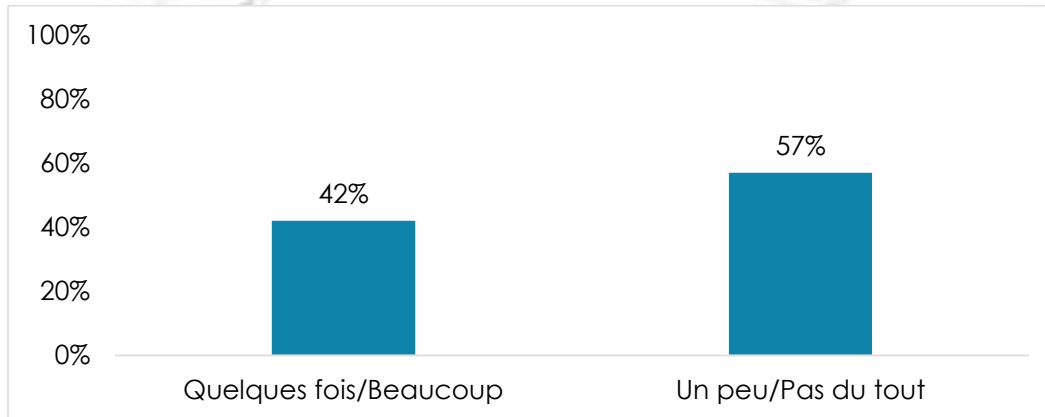


**Question posée aux répondants:** A votre avis, durant les élections dans ce pays, à quelle fréquence les candidats de l'opposition sont-ils empêchés de concourir aux postes électoraux?

## Violence électorale

Quand bien même le droit de vote pourrait être consacré par la loi, la participation réelle peut être gênée lorsque les citoyens craignent pour leur sécurité. Quatre sur 10 Gabonais (42%) affirment craindre ("un peu" ou "beaucoup") d'être victimes d'intimidation ou de violence politique pendant les campagnes électorales (Figure 11).

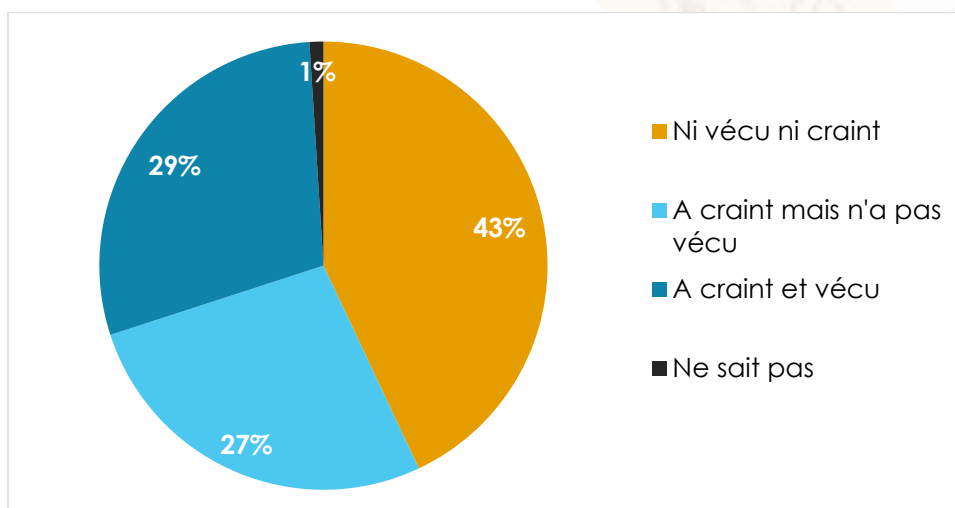
**Figure 11: Crainte d'intimidations ou violences politiques pendant les élections**  
 | Gabon | 2017



**Question posée aux répondants:** Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel point avez-vous, personnellement, craint d'être victime d'intimidation politique ou de violence?

Plus de la moitié (56%) des Gabonais affirment avoir craint des actes de violence à une activité politique durant les deux années précédentes, y compris 29% qui ont affirmé en avoir effectivement souffert (Figure 12). Quatre sur 10 (43%) seulement ont affirmé n'avoir ni craint ni souffert de violence lors d'activités politiques durant les deux années précédentes.

**Figure 12: Crainte et expérience de violence lors d'une activité politique** | Gabon | 2017

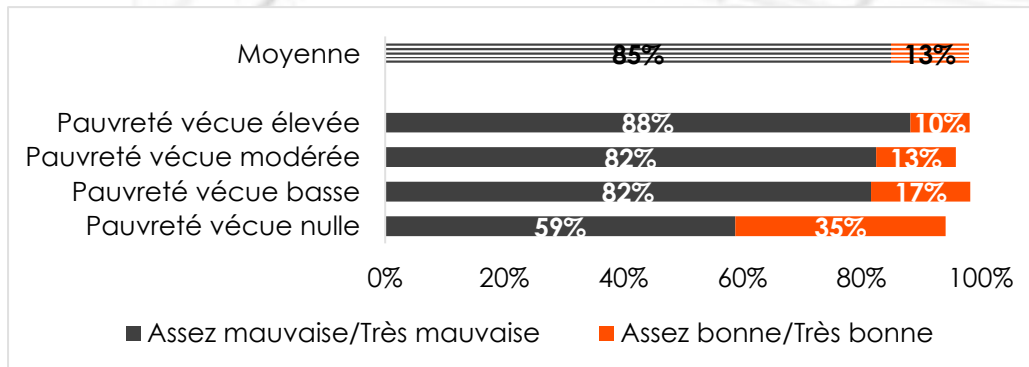


**Question posée aux répondants:** Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?



Conformément aux niveaux substantiels de crainte, la plupart des Gabonais (85%) affirment que le gouvernement s'emploie « assez mal » ou « très mal » à empêcher la violence politique durant les campagnes électorales. Cette opinion est particulièrement commune parmi les répondants les plus pauvres (88%, contre 59% parmi leurs riches compatriotes) (Figure 13).

**Figure 13: Performance du gouvernement quant à la prévention de la violence électorale** | par niveau de pauvreté vécue | Gabon | 2017

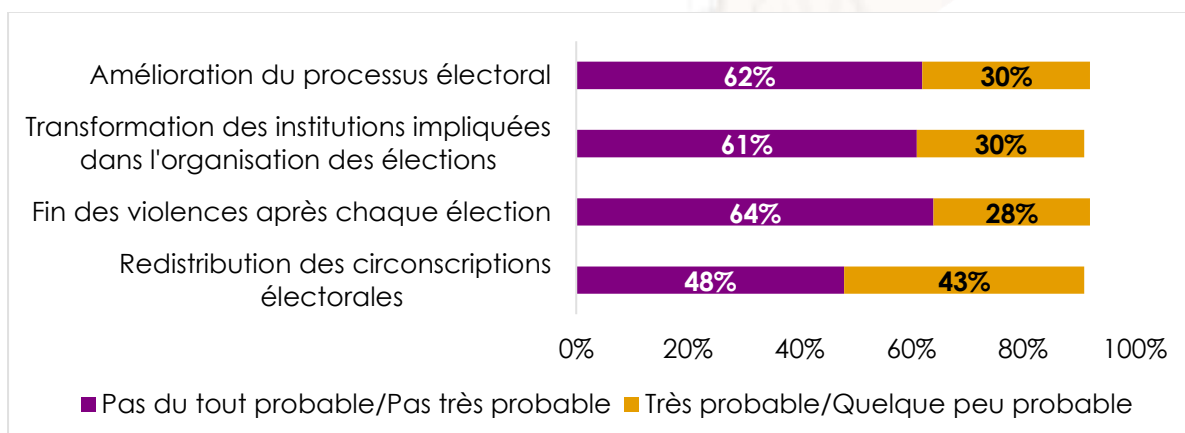


**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Prévention de la violence politique en période électorale? (% qui répondent « plutôt mal » ou « très mal »)

### Probabilité d'amélioration dans le processus électoral

Après la réélection fortement contestée d'Ali Bongo en 2016, Ali Bongo, président en exercice, et Jean Ping, leader de l'opposition ont proposé un "dialogue" entre rivaux pour résoudre les problèmes relatifs à l'élection (Akwei, 2016; Iob, 2016). Alors que le conflit n'est toujours pas réglé, la majorité des Gabonais sont pessimistes quant à la probabilité d'améliorations véritables. Plus de six sur 10 répondants pensent qu'il n'est "pas très probable" ou "pas du tout probable" que les résolutions soient mises en application en vue d'améliorer le processus électoral (62%), transformer les organismes impliqués dans l'organisation des élections (61%), et mettre fin à la violence postélectorale (64%) (Figure 14).

**Figure 14: Probabilité d'amélioration du processus électoral** | Gabon | 2017



**Question posée aux répondants:** Le gouvernement a organisé en avril et mai 2017 le dialogue politique sans tabous après la crise post-électorale qui a suivi l'élection présidentielle de 2016. Quelle est la probabilité que chacune des résolutions suivantes issues de ce dialogue soient appliquées ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu pour vous prononcer?

## Conclusion

Après plusieurs années d'atermoiements, les élections législatives du Gabon sont actuellement prévues pour octobre 2018. La plupart des Gabonais estiment cependant que les élections dans leur pays comportent de graves lacunes, et le soutien populaire à ce moyen de choix des dirigeants a baissé. La plupart des Gabonais affirment devoir faire attention en s'engageant dans des activités politiques, et très peu font confiance à la commission électorale nationale. Une grande proportion des citoyens craint des actes de violence électorale, et la plupart pense que le gouvernement s'emploie mal à assurer des élections paisibles. Etant donné ces perceptions publiques, et le pessimisme relatif à la probabilité d'améliorations, il est donc légitime de se demander à quel point les Gabonais seront libres de se faire entendre.

---

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soient la problématique, le pays et le Round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Agence France-Presse. (2018). Gabon's government steps down after election delays. 1 mai 2018. <https://www.news24.com/Africa/News/gabons-government-steps-down-after-election-delays-20180501>.
- Akwei, I. (2016). Jean Ping rejects Bongo's dialogue, announces formation of 'new Gabon.' Africa News. 29 septembre 2016. <http://www.africanews.com/2016/09/29/jean-ping-rejects-bongo-s-dialogue-announces-initiative-to-form-new-gabon/>.
- Bratton, M. (1998). Second elections in Africa. *Journal of Democracy*, 9(3), 51-66.
- Collier, P., & Vicente, P. C. (2012). Violence, bribery, and fraud: The political economy of elections in sub-Saharan Africa. *Public Choice*, 153(1-2), 117-147.
- Hojje, K., & Batassi, E. M. (2018). Bongo bids to entrench power in Gabon before parliamentary vote. Bloomberg. 29 mai 2018. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-28/bongo-bids-to-entrench-power-in-gabon-before-parliamentary-vote>.
- Iob, E. (2016). Next step unclear for Gabon's Jean Ping. 26 VOA News. 26 septembre 2016. <https://www.voanews.com/a/next-step-unclear-for-gabons-jean-ping/3525489.html>.
- Kiwuwa, D. (2018). Gabon: Bongo's constitutional "power grab" and the resistance. African Arguments. 9 avril 2018. <http://africanarguments.org/2018/04/09/gabon-bongos-constitutional-power-grab-and-the-resistance/>.
- Levitsky, S., & Way, L. (2002). The rise of competitive authoritarianism. *Journal of democracy*, 13(2), 51-65.
- Lindberg, S. I. (2006). Democracy and elections in Africa. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- Muisyo, V. (2017). Gabon legislative elections postponed again. Africa News. 18 juillet 2017. <http://www.africanews.com/2017/07/18/gabon-legislatives-postponed-again/>.
- Reuters. (2016). Gabon postpones legislative elections citing lack of money. 3 décembre 2016. <https://www.reuters.com/article/us-gabon-politics/gabon-postpones-legislative-elections-citing-lack-of-money-idUSKBN13S0GX?il=0>.

**Thomas Isbell** est doctorant à l'Université du Cap en Afrique du Sud. Email: [tisbell@afrobarometer.org](mailto:tisbell@afrobarometer.org).

**Sadhiska Bhoojedhur** est analyste à StraConsult Ltd, le partenaire national d'Afrobaromètre à Maurice. Email: [sadhiska.bhoojedhur@gmail.com](mailto:sadhiska.bhoojedhur@gmail.com).

Afrobaromètre est produit collectivement par les sociologues de plus de 30 pays Africains. La coordination est assurée par le centre pour le développement démocratique (CDD) au Ghana, l'institut pour la justice et la réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'institut des études en développement (IDS) de l'université de Nairobi au Kenya, et l'institut pour la recherche empirique en économie politique (IREEP) au Bénin. L'université d'Etat du Michigan (MSU) et l'université du Cap (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7<sup>ème</sup> Round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).



Dépêche No. 236 d'Afrobaromètre | 13 septembre 2018